

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
sur sa participation à la rencontre annuelle d'été de 2014 de la
*National Governors Association (NGA)***

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Nashville (Tennessee), États-Unis d'Amérique
du 10 au 13 juillet 2014**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 10 au 13 juillet 2014, quatre coprésidents de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis – le sénateur Michael L. MacDonald, le sénateur Wilfred Moore, c.r., le député Rick Dykstra et le député Peter Stoffer – ainsi que le député David McGuinty ont participé à la rencontre d'été de 2014 de la *National Governors Association* (l'Association) à Nashville, au Tennessee. La délégation était accompagnée de M^{mes} Angela Crandall et June Dewetering, respectivement secrétaire et conseillère principale de la Section canadienne.

LA RENCONTRE

Fondée il y a plus de 100 ans lorsque le président Theodore Roosevelt a réuni les gouverneurs pour discuter des ressources du pays, l'Association se fait la porte-parole de 50 États, de trois territoires et de deux États libres associés. Non seulement l'Association représente-t-elle les gouverneurs au Capitole et devant l'Administration américaine pour les dossiers fédéraux qui les concernent, mais elle s'occupe aussi d'élaborer et de mettre en œuvre des solutions à divers problèmes de politiques publiques.

L'Association se réunit tous les ans, une fois l'été et une fois l'hiver, sous l'égide d'un président, d'un vice-président et d'un comité exécutif formé de neuf membres. Les gouverneurs participent aux activités de cinq comités permanents (Développement économique et commerce; Éducation et main-d'œuvre; Santé et services sociaux, Sécurité intérieure et sécurité publique et Ressources naturelles) et, à l'occasion, de comités spéciaux bipartites et des groupes de travail ponctuels. À la rencontre d'été de 2014, les comités permanents se sont réunis.

Les activités de cette année (tant à l'hiver qu'à l'été) avaient pour thème « L'Amérique au travail : éducation et formation pour les emplois de demain ». Il a été choisi par la présidente de l'Association et gouverneure de l'Oklahoma, M^{me} Mary Fallin.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR LA RENCONTRE

Les membres de la Section canadienne du Groupe interparlementaire assistent aux rencontres d'hiver et d'été de l'Association depuis plusieurs années. À la réunion, les délégués se sont entretenus avec les gouverneurs Terry Branstad (Iowa), Phil Bryant (Mississippi), Lincoln Chaffee (Rhode Island), Jack Dalrymple (Dakota du Nord), Dennis Daugaard (Dakota du Sud), Bill Haslam (Tennessee), Dave Heineman (Nebraska), Gary Herbert (Utah), John Hickenlooper (Colorado), Dannel Malloy (Connecticut), Jack Markell (Delaware), Jay Nixon (Missouri), Martin O'Malley (Maryland), Brian Sandoval (Nevada) et Peter Shumlin (Vermont).

Les discussions avec les gouverneurs et les autres participants aident les membres canadiens du Groupe interparlementaire à trouver des points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, à instaurer un dialogue sur les divergences entre celles-ci et à favoriser l'échange d'informations, sans compter que ces entretiens permettent aux parlementaires canadiens et américains de mieux comprendre les préoccupations qu'ils ont en commun. Ces réunions constituent aussi pour la Section canadienne une occasion précieuse de s'informer et de se prononcer sur des dossiers qui intéressent les États et touchent le Canada. La Section canadienne devrait donc continuer à participer aux rencontres d'été et d'hiver.

TRAVAUX MENÉS DURANT LA RENCONTRE

La rencontre d'été de 2014 de l'Association comprenait les séances de travail suivantes :

- Le partenariat entre l'administration fédérale et les États (séances d'ouverture)
- Situation du secteur manufacturier américain : PME en essor (Comité du développement économique et du commerce)
- Accès à l'emploi : le rôle de la formation dans le développement économique (Comité de l'éducation et de la main-d'œuvre)
- Perspectives d'avenir des soins de santé (Comité de la santé et des services sociaux)
- L'Amérique au travail : éducation et formation pour les emplois de demain (séance extraordinaire)
- Orienter les anciens combattants vers la réussite professionnelle (Comité de la sécurité intérieure et de la sécurité publique)
- Modernisation du réseau électrique : difficultés et solutions (Comité des ressources naturelles)
- L'avenir du commerce avec pignon sur rue (séance de clôture).

Le rapport résume les principaux points abordés lors de la séance d'ouverture, des séances extraordinaires, de même que de certaines réunions de comités permanents.

LE PARTENARIAT ENTRE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE ET LES ÉTATS

Joe Biden, *vice-président des États-Unis*

- La culture à Washington est devenue trop personnelle et destructrice.
- Les gouverneurs démocrates et républicains, qui se traitent l'un et l'autre avec respect, représentent le meilleur espoir d'arriver à créer un espace où l'on peut exprimer un désaccord sans pour autant être désagréables. Tous souhaitent trouver des solutions, comme leur rôle le commande, et ils sont les plus respectés parmi les titulaires de charge publique.

- C'est la « classe politique », et non le peuple américain, qui est divisé. Les États-Unis forment un seul pays qui excelle lorsque tous agissent de concert.
- Pour apporter la prospérité, il faut investir dans les infrastructures. Les États-Unis devraient s'employer à posséder la main-d'œuvre la plus spécialisée du monde. En ce moment, le pays « accuse des retards » dans ces domaines, mais les gouverneurs « prennent les devants », sans grande aide du Congrès américain.
- Les infrastructures et la formation de la main-d'œuvre ne constituent pas des questions de nature partisane.
- On a édifié les États-Unis grâce aux infrastructures les plus avancées du monde et au travail acharné des Américains.
- Le réseau ferroviaire, les autoroutes et les voies navigables intérieures étant primordiaux, les fabricants s'installent où ils pourront assurer un transport de leur marchandise aussi efficace et économique que possible.
- D'après le rapport de l'American Society of Civil Engineers publié en 2013, il faut investir 3,6 billions de dollars dans les infrastructures d'ici 2020.
- Les projets d'infrastructures engendrent des « retombées », notamment la croissance de l'économie.
- À la suite de l'ouragan Sandy en 2012, on a entrepris une reconstruction répondant à des « normes plus élevées ».
- La « meilleure voie » vers l'emploi passe par les partenariats entre les établissements d'enseignement, les entreprises et les organisations non gouvernementales.
- Les gens doivent savoir « comment chercher » un emploi. Ils ont besoin de savoir où il y en a ainsi que de connaître la formation nécessaire pour en décrocher un et où l'obtenir.
- Les Américains sont « prêts à retrousser leurs manches » et, si on leur donne la chance, ils ne laisseront pas tomber leur pays.
- En 2013 et 2014, les États-Unis représentaient la destination de prédilection pour l'investissement étranger direct, qui génère d'immenses possibilités. Ils sont mieux placés que quiconque pour posséder l'économie dominante du XXI^e siècle.
- Les États-Unis doivent se montrer plus efficaces et plus productifs ainsi qu'à créer un environnement propice à la création d'emplois.
- Il faut profiter des occasions présentes aux États-Unis. De tous les pays du monde, ce pays abrite les meilleurs centres de recherche universitaires et le plus de sociétés à capital-risque.

- La Chine connaît une pénurie d'énergie et d'eau, en plus d'être aux prises avec un peuple divisé.

SITUATION DU SECTEUR MANUFACTURIER : PME EN ESSOR

Lisa Allen, *Ziegenfelder Company, Inc.*

- Les employés doivent se considérer comme des « clients internes » et des « membres de l'équipe ».
- La reprise économique n'a pas amélioré le sort de bien des Américains.
- Il y a des possibilités d'emploi de premier échelon pour les employés qui ne maîtrisent pas les technologies.

Eric Cromwell, *Cromwell Schmisser*

- Les innovateurs et les entrepreneurs sont importants, mais ils ont besoin d'un « écosystème » qui les soutient.
- Les petites entreprises à fort potentiel de croissance, créatrices d'emplois et de richesse dans leur région, n'ont pas les mêmes besoins que celles au potentiel limité.
- Il est difficile de soutenir les petites entreprises à fort potentiel de croissance, et les résultats peuvent se faire attendre pendant des années. La « volonté politique » doit « les soutenir plus longtemps qu'à court terme ».
- On trouve parmi les fondements du soutien à l'innovation :
 - les infrastructures qui appuient la recherche et l'innovation,
 - les accélérateurs et incubateurs d'entreprises,
 - l'accès au capital.
- Les États peuvent stimuler les investissements dans l'innovation en prenant les mesures suivantes :
 - employer les ressources fédérales en place,
 - être efficaces,
 - combler les lacunes et ne pas entraver les efforts des autres,
 - utiliser un processus concurrentiel pour éviter de « choisir un gagnant »,
 - prévoir un rendement financier au lieu d'un réinvestissement.

Jim Hudson, *HudsonAlpha Institute for Biotechnology*

- Les partenariats public-privé (PPP) créent des emplois et améliorent le sort des gens.
- L'entreprise privée est le moyen le plus rapide et le plus efficace pour commercialiser une innovation.
- Les innovations doivent être commercialisées plus rapidement.
- Les infrastructures de calibre mondial attirent les « talents ».
- Les scientifiques, qui ont le « sens » de l'entrepreneuriat, devraient être recrutés.
- Il faut établir des environnements de collaboration.
- Les programmes de formation établis par les entreprises contribuent à assurer une main-d'œuvre bien formée.

PERSPECTIVES D'AVENIR DES SOINS DE SANTÉ

Andrew Dreyfus, *Blue Cross Blue Shield of Massachusetts*

- Concernant les soins de santé, le modèle de paiement à l'acte devrait être remplacé par un modèle fondé sur les résultats. Le système de paiement devrait prévoir des frais fixes et des mesures incitatives liés à la qualité des soins.
- L'objectif devrait être d'assurer de meilleurs soins de santé à moindre coût.
- La solution aux problèmes de soins de santé aux États-Unis tient en partie à l'accès aux données « en seul clic ». Par exemple, les médecins gagneraient à savoir si leur patient atteint d'une maladie particulière se porte mieux ou plus mal que ceux qui en souffrent aussi.
- Au Massachusetts, tous les enfants et presque tous les adultes sont couverts.
- L'État du Massachusetts a adopté des lois sur la maîtrise des coûts en soins de santé. Là-bas, 5 % des patients sont responsables d'environ la moitié des dépenses en soins de santé.

Tom Latkovic, *McKinsey & Company*

- Les États américains ne choisissent pas tous la même voie en soins de santé.
- On peut améliorer le système américain de soins de santé de nombreuses manières, et des « choix intelligents » seraient nettement profitables.

- À ce jour, le système américain de soins de santé est extrêmement fragmenté, et un très grand nombre d'acteurs y évoluent.
- Dans le domaine des soins de santé, les États font double fonction : un accélérateur des innovations du secteur privé et acheteur du secteur public.
- Il s'agit surtout de payer pour améliorer la santé à moindre coût.
- Il faut des infrastructures améliorées, de meilleurs professionnels et des technologies supérieures.

Bill Rutherford, *Hospital Corporation of America*

- Les fournisseurs de soins de santé investissent dans des systèmes de prestations intégrés de grande valeur ainsi que dans les technologies, notamment les dossiers médicaux électroniques.
- Davantage d'efforts devraient être consacrés à l'amélioration de la santé et de l'expérience du patient ainsi qu'à l'établissement des possibilités de réduire les coûts, notamment par une administration consolidée.
- On instaure de nouveaux modèles de paiement des soins de santé, dont le paiement au rendement en fonction des résultats et le degré de maîtrise des coûts.
- La réforme de soins de santé revêt de l'importance, et les signes « avant-coureurs » sont encourageants.

L'AMÉRIQUE AU TRAVAIL : ÉDUCATION ET FORMATION POUR LES EMPLOIS DE DEMAIN

Stephen Rohleder, *Accenture*

- La lutte pour les talents représente une question essentielle pour les organisations et elle a toujours cours. Certaines organisations mettent sur pied des « bassins de talents », qui répondent à leurs besoins particuliers.
- Les gouverneurs sont en concurrence les uns avec les autres et avec les autres pays pour ce qui est des « talents ». Les États qui réussissent à les attirer attirent aussi les entreprises, stimulant ainsi la croissance et la prospérité.
- Dans le domaine de la main-d'œuvre, il y a un clivage entre l'offre et la demande. Il est difficile de trouver un poste aux chercheurs d'emploi qui possèdent les compétences requises.
- Les États doivent « s'occuper » des « talents » et de la formation de la main-d'œuvre pour le bien des gens, des entreprises et des régions. Perdre cette « lutte » se traduirait en possibilités ratées, en une croissance moindre ainsi qu'en un niveau et une qualité de vie diminués.

- Le niveau de vie de la prochaine génération sera peut-être plus faible que celle de la génération actuelle.
- Il y a trois P importants :
 - population – les baby-boomers partent à la retraite et ne sont généralement pas remplacés;
 - participation – le taux d'activité de la population active recule, surtout chez les jeunes travailleurs;
 - productivité – la productivité de la main-d'œuvre connaît une croissance inégale. Si elle s'améliore assez rapidement, ses effets compenseront les conséquences causées par la population et la participation. On assisterait à une hausse du niveau et de la qualité de vie.
- Il faut établir des stratégies dans quatre secteurs :
 - l'analytique – de l'information et des conseils sur les « talents » en temps réel,
 - les filières – des « systèmes d'approvisionnement » en talents fiables,
 - les parcours – une « feuille de route » personnalisée pour les chercheurs d'emploi, qui leur montrerait la manière de mettre à profit leurs talents dans leur poste actuel ou un futur emploi;
 - les objectifs – les résultats devraient passer à l'avant-plan.
- Les États dotés d'une approche intégrée et unifiée sur les talents ont un niveau de vie plus élevé.

ORIENTER LES ANCIENS COMBATTANTS VERS LA RÉUSSITE PROFESSIONNELLE

Susan Kelly, *département de la Défense des États-Unis*

- Le Programme d'aide à la transition a été largement réformé.
- L'application des compétences militaires à la vie civile après le départ du service actif pose problème. Il faut y réfléchir le plus tôt possible, notamment à l'occasion du premier poste permanent.
- Vu la surabondance de sites Web pour les anciens combattants, on est en train de créer un portail destiné à les aider à trouver notamment un usage civil à leurs compétences militaires et un emploi.
- Chaque année, près de 200 000 personnes quittent le département de la Défense des États-Unis. Il y a donc un roulement constant de personnel.
- Les anciens combattants montrent une aptitude à la formation.

- Les anciens combattants possèdent souvent des compétences en leadership, en prise de décisions, en promotion d'esprit d'équipe et en travail d'équipe.

Teresa Gerton, *département du Travail des États-Unis*

- Les partenariats représentent la clé dans le soutien aux anciens combattants. Le département du Travail des États-Unis est particulièrement bien placé pour faciliter le jumelage entre les possibilités d'embauche et les anciens combattants en recherche d'emploi.
- Bon nombre d'anciens combattants et membres de la Garde nationale sont chômeurs, sous-employés ou mécontents de leur emploi.
- Les employeurs se disent « fortement » motivés à embaucher d'anciens combattants, mais il leur semble difficile de « traduire » leur motivation en stratégies d'embauche.
- D'anciens combattants ont suivi une formation diplômante alors qu'ils étaient toujours en service actif.

Debi Durham, *Société de développement économique de l'Iowa*

- Il importe d'effectuer une évaluation « transversale » pour établir quelles compétences utilisées dans les activités de travail militaire sont transférables au marché du travail civil.
- Il y a une asymétrie entre les services de ressources humaines et l'embauche d'anciens combattants.
- Il est important d'orienter les anciens combattants vers la réussite professionnelle.

Jeff Harris, *Bureau du gouverneur du Missouri, Jay Nixon*

- La réussite du programme « Show Me Heroes » du Missouri tient à deux choses :
 - les employeurs s'engagent à offrir un emploi à un ancien combattant;
 - les ressources en place sont mises à contribution.
- Au Missouri, 4 000 employeurs ont adhéré au programme « Show Me Heroes » et ont embauché 6 800 anciens combattants.
- Les anciens combattants pourraient se voir accorder des crédits pour leurs « compétences militaires » afin d'obtenir une licence.

Johan Houts, *Express Grips*

- Le secteur privé peut mettre sur pied des partenariats avec l'administration fédérale et les États pour accroître les possibilités d'emploi des anciens combattants.
- De nos jours, les gens cherchent un emploi de manière différente. Il importe de modifier les façons de faire au fil des besoins, notamment par l'utilisation des médias sociaux.
- La volonté d'une organisation à embaucher d'anciens combattants fait désormais partie de la culture d'entreprise et contribue au sentiment de patriotisme dans celle-ci.

Moon Passino, *Enterprise Holdings*

- Les anciens combattants comprennent le principe de la hiérarchie.
- Les anciens combattants font montre de loyauté, d'engagement, d'esprit d'équipe, de dévouement et d'un fort professionnalisme.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson,
sénatrice
coprésidente
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Rencontre annuelle d'été 2014 de la National Governors Association
DESTINATION	Nashville, Tennessee, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 10 au 13 juillet 2014
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Michael L. MacDonald L'honorable Wilfred P. Moore, c.r.
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Rick Dykstra, député M. Peter Stoffer, député M. David McGuinty, député
PERSONNEL	M ^{me} Angela Crandall, secrétaire d'association M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	7 546,54 \$
HÉBERGEMENT	9 243,12 \$
HOSPITALITÉ	0,00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 458,67 \$
CADEAUX OFFICIELS	0,00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	8 990,65 \$
TOTAL	28 238,98 \$